

National Allied Golf Associations



Mémoire prébudgétaire Présenté au Comité permanent des finances de la Chambre des communes Août 2016

Contexte

La NAGA est un organisme national de golf regroupant l'Association canadienne de l'industrie du golf (ACIG), l'Association canadienne des surintendants de golf (ACSG), l'Association canadienne des golfeurs professionnels, la Canadian Society of Club Managers (CSCM), Golf Canada et l'Association nationale des propriétaires de parcours de golf (ANPPG), entités vouées à améliorer tous les secteurs du golf au Canada. Créée en 1999, la NAGA vise à conjuguer les efforts des chefs de file de l'industrie pour garantir au golf un avenir solide au Canada.

Dans le contexte de l'examen en cours des dépenses fiscales fédérales et du code fiscal en général que mène actuellement le gouvernement fédéral, le prochain budget représente un moment idéal pour aborder ce qui constitue un problème de plus en plus difficile pour l'industrie du golf du Canada depuis des années. Il est temps de rétablir l'équité fiscale pour l'industrie du golf du Canada.

Recommandation

Afin de stimuler la croissance de l'économie, la NAGA recommande que le gouvernement modifie la *Loi de l'impôt sur le revenu* (LIR) afin de permettre aux gens d'affaires qui accueillent des clients de déduire 50 % des droits de jeu et des frais de location de voitures de golf, ce qui permettrait alors une concurrence équitable avec d'autres industries de l'accueil et du divertissement. À cause de la réforme fiscale de 1971, l'Agence du revenu du Canada ne permet pas de déduire les dépenses engagées par les gens d'affaires qui reçoivent des clients à des parcours de golf, conformément à l'article 18.1.1 de la LIR. Cette mesure incite les gens d'affaires à éviter le golf pour des raisons fiscales seulement. Le rôle de la LIR inclut le principe de l'équité et de la neutralité fiscale et la loi ne devrait donc pas causer une telle discrimination contre l'industrie du golf du Canada, inégalité à laquelle nous ne pouvons tout simplement plus résister. De plus, le golf est reconnu universellement comme le moyen le plus efficace de lancer de nouvelles activités d'affaires, d'augmenter les ventes et de cimenter des liens. La *Loi de l'impôt sur le revenu* qui interdit clairement les déductions partielles du revenu des entreprises exclut toujours l'industrie, ce qui la rend encore plus perplexe.

Les 2 300 exploitants de parcours de golf du Canada qui font maintenant face au marché le plus concurrentiel de l'histoire de l'industrie ne peuvent plus accepter cette entrave fiscale injuste et désuète. La NAGA et ses associations membres demandent au gouvernement fédéral de corriger le problème et d'instaurer l'équité fiscale pour l'industrie du golf du Canada.

Le gouvernement fédéral a décidé de réduire le volume des formalités administratives actuellement imposées aux entreprises et les 2 300 parcours de golf du Canada ne peuvent livrer une concurrence équitable à toutes les autres industries où l'ARC comprend qu'il faut divertir les clients. Il est essentiel que le gouvernement appuie les petits entrepreneurs du Canada, car ils apportent une contribution importante à la réussite future de l'économie du Canada.

Dans le contexte de l'examen des dépenses fiscales, le cycle budgétaire de 2017 constituerait le moment idéal pour rétablir l'équité fiscale pour l'industrie canadienne du golf. Nous estimons que cette mesure – même si elle est très importante pour l'industrie du golf – n'aurait à peu près aucun effet sur les revenus du gouvernement fédéral.

En corrigeant cette inégalité causée par la *Loi de l'impôt sur le revenu* qui date de 45 ans, on aidera à créer des emplois et à stimuler la croissance non seulement dans l'industrie du golf, mais aussi dans beaucoup de secteurs, à un coût négligeable pour le gouvernement du Canada.

Statistiques sur le golf au Canada

- L'injection de 14,3 milliards de dollars dans le produit intérieur brut contribue beaucoup aux économies de toutes les provinces et du Canada, représentant environ 1 % du PIB total.
- Emploi total de 300 000 personnes, y compris 126 000 employées directement dans le golf... création d'emplois efficace, souvent le plus important employeur de beaucoup de collectivités.
- 37 % des personnes qui travaillent dans le golf sont des étudiants : nos jeunes y acquièrent une expérience de travail précieuse et une source de revenu fiable pour payer leurs études collégiales et universitaires.
- Plus de 533 millions de dollars par année réunis pour des organismes de bienfaisance.
- 1,5 milliard de dollars d'augmentation de la valeur des propriétés des personnes vivant dans des collectivités qui ont un parcours de golf... élément moteur clé de la promotion immobilière.
- 1 million de voyages de golf d'une nuitée par les Canadiens au Canada, plus 9 millions de nuitées par les Américains : force motrice clé du tourisme canadien.
- 3 milliards de dollars d'impôts générés annuellement pour tous les ordres de gouvernement... revenu important pour financer des services gouvernementaux valables aux échelons fédéral, provincial et municipal.
- 5,7 millions de golfeurs au Canada : taux de participation le plus élevé à tout sport, y compris le hockey.
- Tous âges, hommes et femmes, multiculturel, toutes capacités de jeu : le sport où la participation est la plus diversifiée au Canada.
- 2 300 parcours de golf, dans chaque province et territoire : plus de parcours de golf par habitant que tout autre pays du monde.
- 60 millions de rondes de golf jouées par année : activité qui a des répercussions importantes sur l'économie, mais dont l'impact recule depuis 10 ans.
- Plus de 175 000 hectares d'espaces verts protégés, y compris 30 000 hectares de faune sauvage... les parcours de golf constituent l'aménagement de terrains le plus favorable à l'environnement.
- 5 heures de temps social de qualité... environnement idéal pour conjuguer une activité récréative agréable et du temps de qualité avec des membres de la famille, des amis et des collègues d'affaires.
- une des tactiques d'affaires les plus efficaces pour augmenter un chiffre d'affaires.